

**TENDANCES STRUCTURELLES DE L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL ET
REGIONAL : COMMENT LE MAROC POURRA-T-IL S'Y PREPARER ?**

**MOHAMMED TAWFIK MOULINE
DIRECTEUR GENERAL DE L'INSTITUT ROYAL DES ETUDES STRATEGIQUES (IRES)**

**3^{ème} SEMINAIRE D'INFORMATION ET DE SENSIBILISATION DES OFFICIERS
DES FORCES ARMEES ROYALES, ACCREDITES A L'ETRANGER**

28 MAI 2014

PLAN DE LA COMMUNICATION

INTRODUCTION

1. **DES TENDANCES STRUCTURELLES LAISSANT ENTREVOIR L'EMERGENCE D'UN NOUVEL ORDRE MONDIAL**
2. **DES TENDANCES DU CONTEXTE INTERNATIONAL ET REGIONAL QUI INTERPELLENT LA POLITIQUE ETRANGERE DU MAROC DANS TOUTES SES DIMENSIONS**
3. **L'IRES : UNE CONTRIBUTION AU DÉVELOPPEMENT DE LA RÉFLEXION STRATÉGIQUE ET A L'ECLAIRAGE DES CHOIX DE POLITIQUE ETRANGERE DU MAROC**

1. DES TENDANCES STRUCTURELLES LAISSANT ENTREVOIR L'EMERGENCE D'UN NOUVEL ORDRE MONDIAL

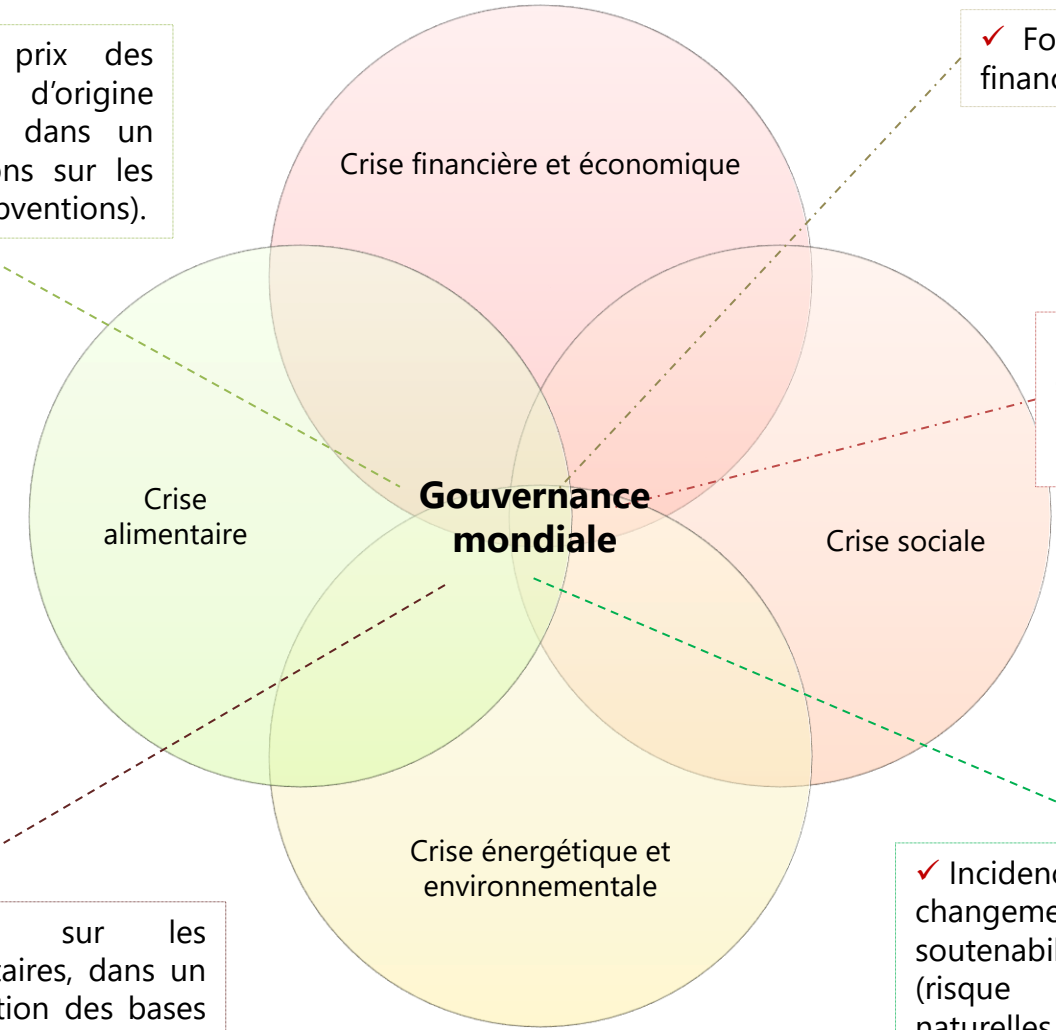
- Le contexte mondial actuel est marqué par une accélération inédite du rythme des transformations sur le plan politique, économique, social, environnemental et sécuritaire. Ces transformations, occasionnées par des crises globales à répétition : financière, économique, sociale, énergétique, alimentaire, environnementale..., favorisent l'émergence d'un nouveau monde, se construisant sur la base de nouvelles règles, en rupture avec celles ayant prévalu par le passé :
 - Déplacement graduel du centre de gravité du pouvoir économique et géopolitique au profit des acteurs émergents, annonçant la fin de la domination occidentale qui a prévalu pendant plus de deux siècles et favorisant, ainsi, la transition graduelle vers un ordre mondial multipolaire.
 - Intensification de la concurrence, avec un rôle accru de l'innovation et du savoir en tant que critères de définition des avantages compétitifs des nations : accélération du rythme de l'innovation technologique, déplacement de l'emploi vers les compétences élevées...
 - Accélération des mutations sociétales et émergence de risques pesant sur la cohésion sociale et alimentant les tensions identitaires et religieuses.
 - Accentuation des menaces liées au changement climatique, qui mettant à rude épreuve la survie de l'Homme (stress hydrique, sécurité alimentaire, enjeux sanitaires, phénomènes extrêmes...), avec des capacités d'adaptation inégales selon le niveau de développement des pays.
 - Résurgence des défis sécuritaires, sous l'effet de la multiplication des foyers de tensions, aggravés par les dangers que recèle la prolifération de la menace terroriste partout dans le monde et particulièrement dans le voisinage immédiat du Maroc (région sahélo-saharienne).
- Ces transformations nécessitent une révision du système de gouvernance mondial pour l'adapter aux nouvelles réalités géopolitiques et géoéconomiques qui se dessinent.

1.1. DES INSUFFISANCES DU SYSTÈME DE GOUVERNANCE MONDIAL CONFIRMÉES PAR LA CRISE SYSTEMIQUE TOUJOURS A L'OEUVRE

✓ Volatilité accrue des prix des matières premières d'origine énergétique et agricole dans un contexte de fortes pressions sur les budgets publics (cas des subventions).

✓ Forte emprise des marchés financiers sur l'économie mondiale

✓ Croissance économique génératrice d'inégalités sociales et aggravée par des pertes massives d'emplois.



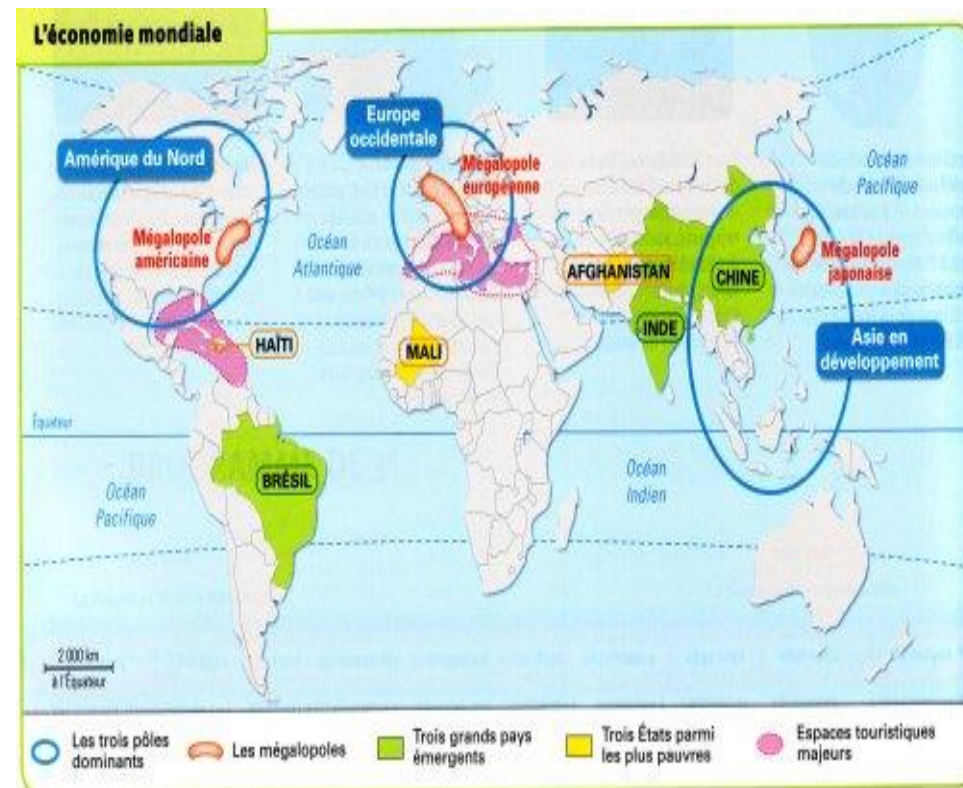
➤ Menaces sérieuses sur les disponibilités alimentaires, dans un contexte de détérioration des bases productives et d'accroissement démographique.

✓ Incidences négatives du changement climatique sur la soutenabilité de l'environnement (risque sanitaire, catastrophes naturelles...)

1.2. UN DECENTREMENT PROGRESSIF DU MONDE QUI PROFITE AUX BLOCS RÉGIONAUX FORTEMENT INTÉGRÉS ET PARTICULIEREMENT AUX PUISSANCES ÉMERGENTES (1)

- Le processus de mondialisation s'est fortement accéléré. Il est de plus en plus construit autour de blocs régionaux fortement interdépendants. Selon l'OMC, le taux des échanges intra-régionaux se situe à 53% en Asie, 27% en Amérique latine contre 12% en Afrique et 9% au Moyen Orient. En Europe et en Amérique du Nord, ce taux est de 71% et 48% respectivement.
- Dans ce nouveau paysage géostratégique mondial qui se dessine, les pays faiblement intégrés seraient dépourvus de perspectives de développement.
- De nouvelles puissances émergent sur le plan économique, mais aussi sur le plan géopolitique, avec une influence croissante, en matière de fixation de l'agenda mondial.

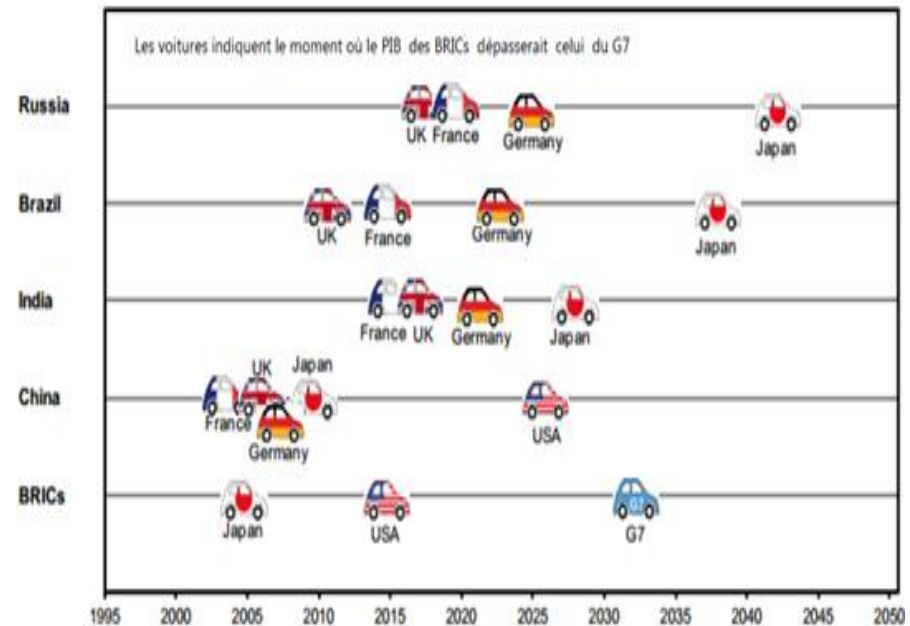
Principaux pôles directeurs de l'économie mondiale



1.2. UN DECENTREMENT PROGRESSIF DU MONDE QUI PROFITE AUX BLOCS RÉGIONAUX FORTEMENT INTÉGRÉS ET PARTICULIÈREMENT AUX PUISSANCES ÉMERGENTES (2)

- Le poids économique des pays émergents devrait surpasser celui des pays développés. Selon la Délégation aux Affaires Stratégiques (Ministère de la Défense-France), ces pays verraient leur profil économique évoluer comme suit :
 - Leur part dans le PIB mondial se situerait à 60 % à l'horizon 2040 contre 31% en 2010.
 - Leur part dans le commerce mondial devrait s'élever à 45% en 2040 contre 34% en 2010.
 - Ils représenteraient 65% des biens manufacturés importés par les pays développés contre 40 % en 2010.
- Ces évolutions remarquables seraient imputables à la dynamique des flux des IDE reçus par les pays émergents, à l'essor de leurs marchés intérieurs et à leur dynamique démographique, quoique variable selon les pays.

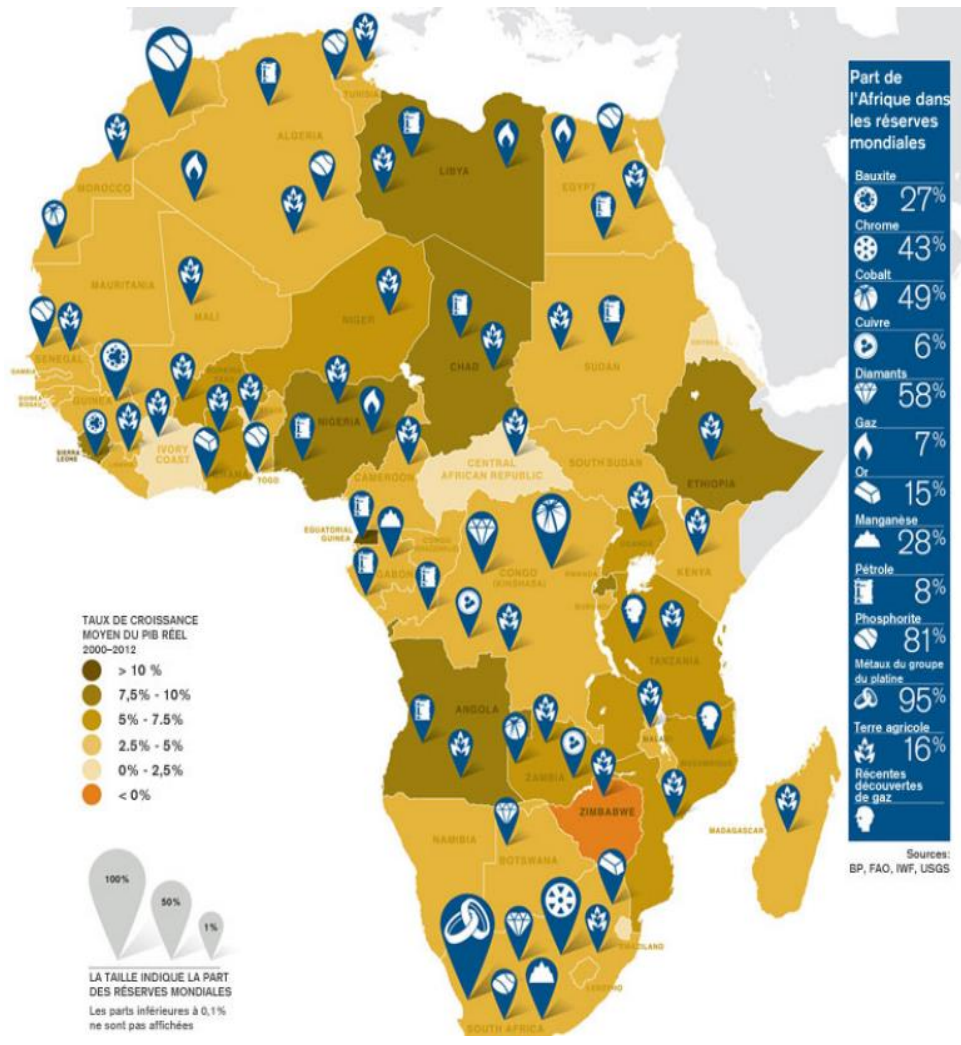
Rythme de rattrapage des BRIC en termes du PIB



Source: GS Global ECS Research

1.2. UN DECENTREMENT PROGRESSIF DU MONDE QUI PROFITE AUX BLOCS RÉGIONAUX FORTEMENT INTÉGRÉS ET PARTICULIEREMENT AUX PUISSANCES ÉMERGENTES (3)

- Dans ce mouvement accéléré de recomposition des sphères d'influence entre puissances traditionnelles et celles émergentes, l'Afrique est devenue un enjeu stratégique mondial, compte tenu de :
 - son potentiel économique prometteur, avec un taux de croissance du PIB de 5% en moyenne au cours des dix dernières années;
 - sa part importante en termes de réserves mondiales de certains minerais stratégiques : 81% pour les phosphates, 58% pour les diamants, 49% pour le cobalt, 43% pour le chrome...
- Le regain d'intérêt en faveur de l'Afrique est perceptible, à travers la présence marquée des nouveaux acteurs émergents. La Chine, à titre exemple, est devenue le principal partenaire commercial de l'Afrique, devançant ainsi les puissances traditionnelles dans les échanges extérieurs de l'Afrique.

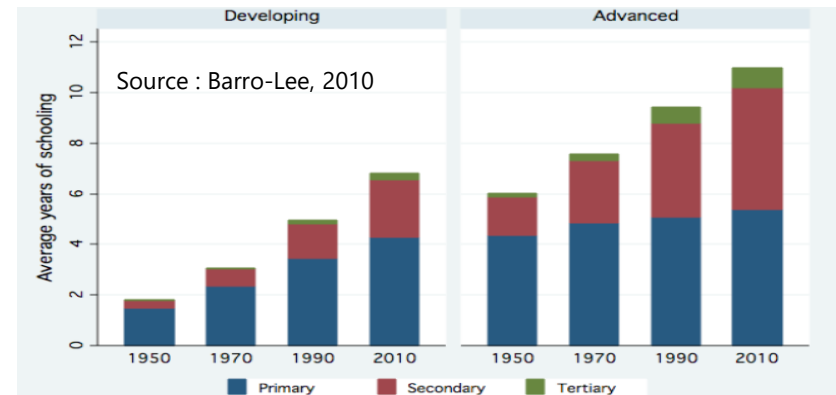


Source: Credit Suisse, Mai 2013

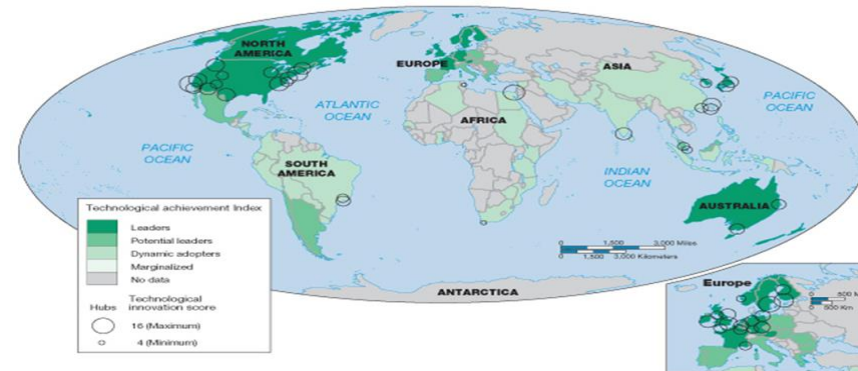
1.3. UNE COMPETITIVITE DES NATIONS BASEE SUR L'INNOVATION ET LE CAPITAL HUMAIN EN TANT QUE SOCLE FONDATEUR DES CAPACITES CONCURRENTIELLES

- De nouvelles règles de la concurrence mondiale axées sur le capital humain et l'innovation comme base de définition des avantages compétitifs des nations :
- Une forte corrélation existe entre le niveau de développement d'un pays et la qualité de son capital humain. Cette réalité est corroborée par l'expérience positive de plusieurs pays émergents, qui ont réussi à améliorer leur positionnement économique international grâce à la qualité de leurs ressources humaines.
- Le nombre moyen d'années de scolarisation de la population âgée de 15 ans et plus au Maroc est de 6 années, soit un niveau inférieur à celui des pays de la rive Nord de la Méditerranée (11 années en Grèce, 10 années en Espagne et au Portugal)
- Des capacités d'innovation, qui restent l'apanage des pays développés, avec, toutefois, des capacités de rattrapage significatives de certains pays émergents, notamment, d'Asie et d'Amérique du Sud.
- L'indice global d'innovation au titre de l'année 2013, classe le Maroc à la 92ème place sur 142 pays, en raison de la qualité insuffisante de l'enseignement universitaire et du faible développement du capital-risque, deux domaines d'importance pour l'innovation.

Evolution du nombre moyen d'années de scolarisation selon le niveau d'éducation



Etat de l'innovation dans le monde



1.4. DES MUTATIONS SOCIETALES D'UNE GRANDE AMPLEUR (1)

- Un processus de mondialisation impactant l'ensemble des activités et des relations humaines. Il concerne tous les pays sans distinction :
 - La mondialisation de l'offre religieuse et l'émergence d'un marché international des valeurs
 - L'autonomisation des individus et l'émancipation des femmes, accompagnée, cependant, par le recul des solidarités intergénérationnelles
 - L'universalisation de l'idée démocratique, avec, toutefois, la baisse de la confiance dans les institutions, notamment les institutions représentatives
 - Le développement du communautarisme
 - La mondialisation du caractère contestataire des jeunes générations , soutenu par le développement des réseaux sociaux
 - L' émergence de nouveaux acteurs non étatiques sur la scène mondiale
 - L'accentuation des inégalités, obstacle majeur au vivre ensemble

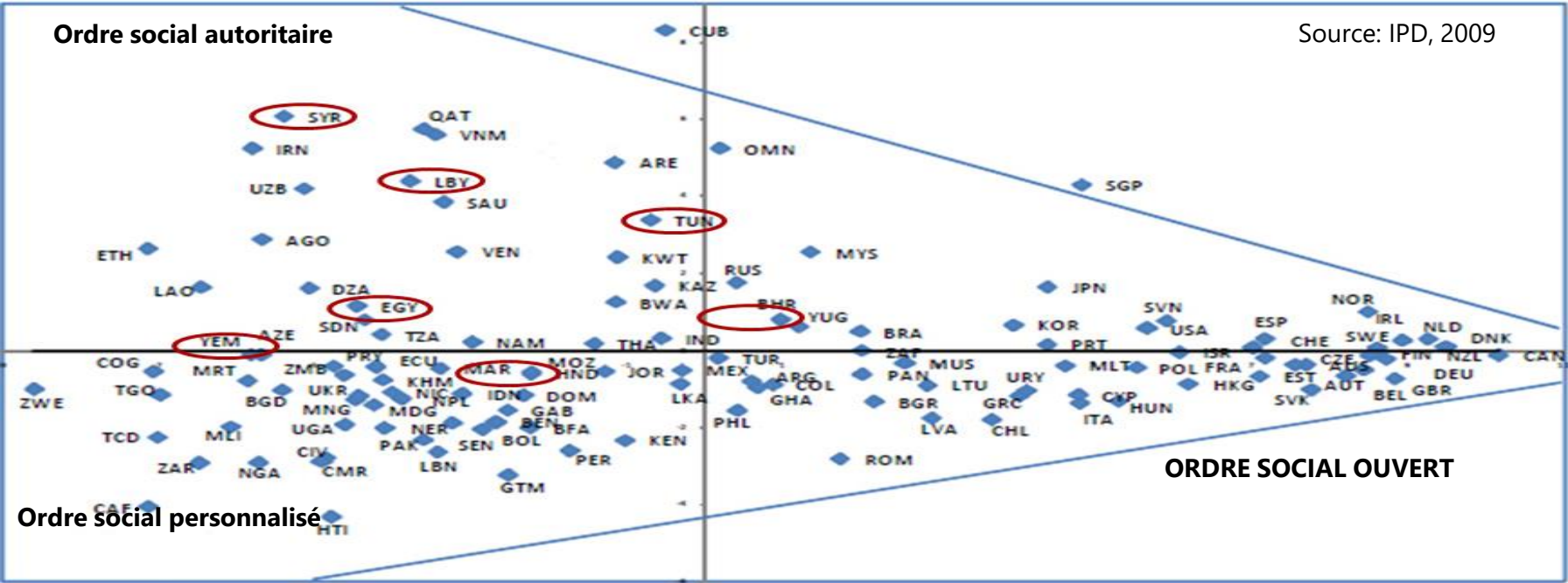
1.4. DES MUTATIONS SOCIETALES D'UNE GRANDE AMPLEUR (2)



- Une mondialisation à plusieurs vitesses, avec la persistance des écarts de richesse entre les espaces prospères à niveau de développement élevé et ceux en développement.

1.4. DES MUTATIONS SOCIETALES D'UNE GRANDE AMPLEUR (3)

Une forte corrélation entre l'existence d'un ordre social ouvert et le niveau de développement d'un pays.



Sur l'axe horizontal se projettent les variables évaluant le fonctionnement des administrations, de la justice, la sécurité des contrats et des transactions, les régulations des marchés, la concurrence économique, la mobilité sociale, le fonctionnement des institutions politiques, les institutions de solidarité.

Sur l'axe vertical, se projettent les variables évaluant les capacités de l'État à définir une vision stratégique, à arbitrer entre les intérêts en jeu, à assurer la sécurité intérieure ainsi que les variables évaluant la circulation des personnes, les libertés syndicales et la liberté de fonctionnement des marchés.

1.5. INTENSIFICATION DES MOUVEMENTS MIGRATOIRES ET ÉMERGENCE DE NOUVELLES FORMES DE MIGRATION

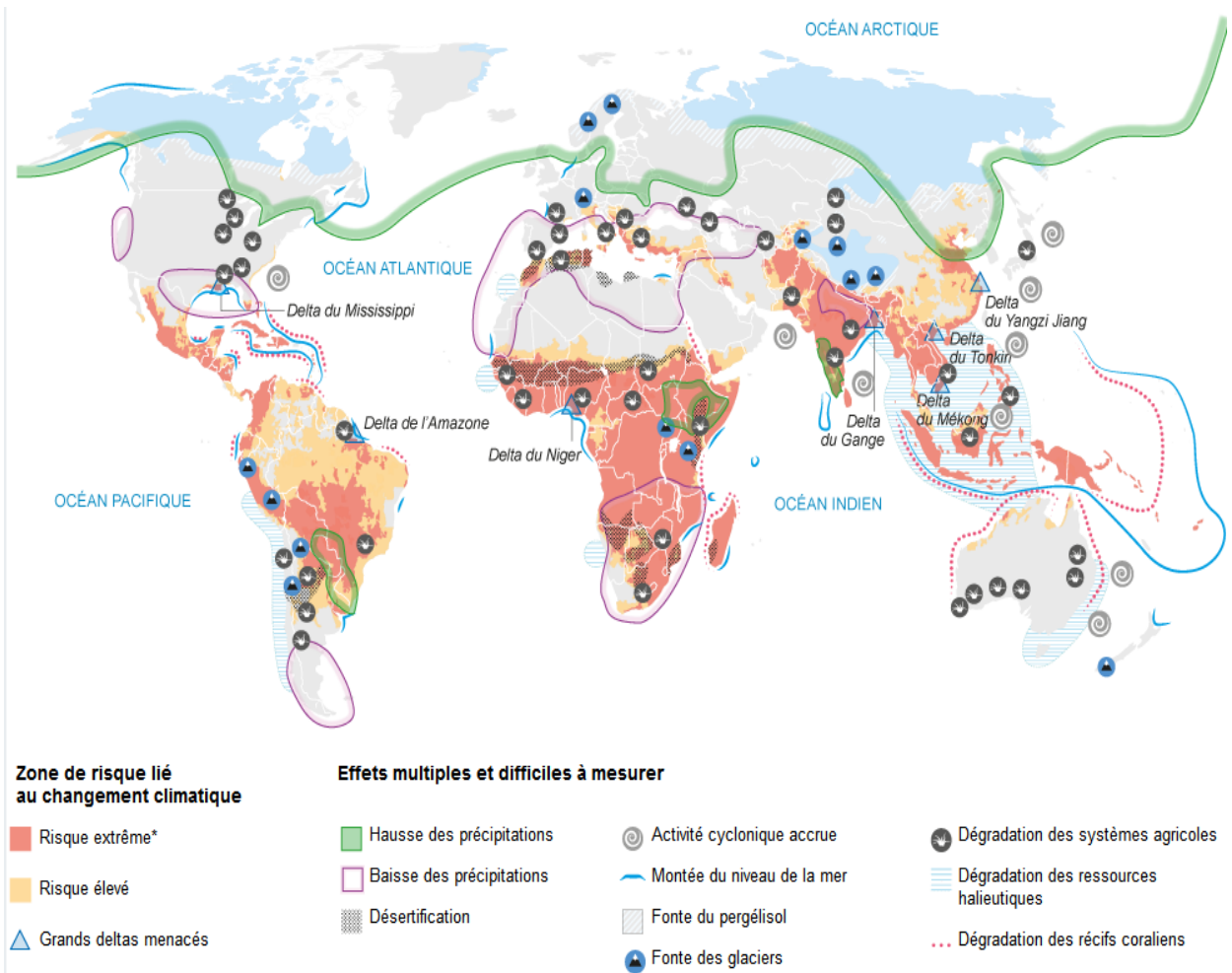
Une dynamique migratoire, traversée par des mutations structurelles

- Une stabilisation de la part des migrants internationaux dans la population mondiale durant les cinquante dernières années (environ 3%), soit 230 millions de migrants en 2010, dont presque 50% de femmes, selon l'Organisation Internationale de la Migration (OIM).
- L'émergence de nouvelles formes de migration Sud-Sud et Nord-Sud :
 - Seul un tiers des migrants à l'échelle mondiale s'est déplacé d'un pays en développement vers un pays développé, soit près de 77 millions de personnes. Ainsi et contrairement à l'idée répandue, axée sur la migration Sud/Nord, la majorité des migrants internationaux se sont déplacés d'un pays en développement vers un autre ou entre deux pays développés (Source : OIM).
 - Emergence de flux migratoires Nord-Sud expliquée notamment par la migration de l'emploi, sous l'effet de la crise économique sévissant dans certains pays développés, notamment ceux d'Europe.
- Une importance croissante des flux migratoires liés au climat (28 millions de personnes en 2008 déplacées, suite à des phénomènes météorologiques extrêmes, dépassant largement les 4,6 millions de personnes déplacées, en raison de conflits qui ont sévi durant la même année). Les projections relatives à la migration climatique, qui se basent sur les scénarios du Groupe Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat (GIEC), font état de l'éventuelle migration d'un milliard de personnes d'ici 2050.

1.6. ACCENTUATION DES MENACES LIÉES AU CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Le changement climatique touche la plupart des pays du monde avec, toutefois, des disparités régionales

La carte des impacts du réchauffement climatique



*selon l'index "Climate Change Vulnerability"

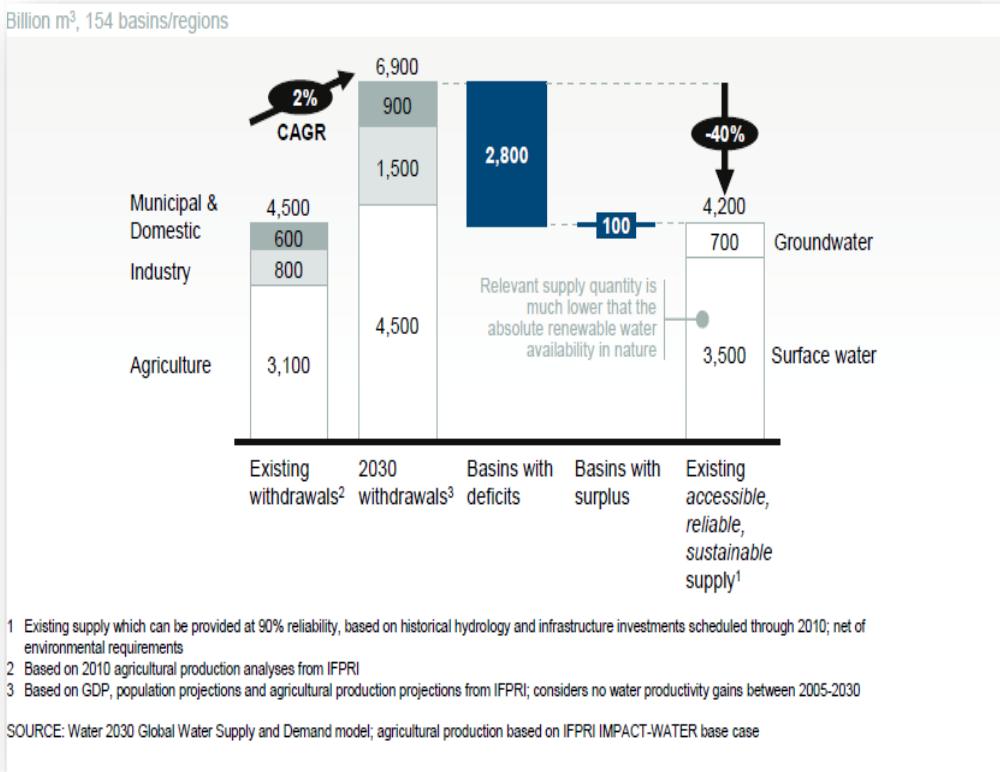
- Le réchauffement climatique aurait des effets multiples sur les différentes régions du monde. (sécheresses récurrentes et sévères, fluctuations aléatoires des précipitations, élévation du niveau de la mer, réchauffement de la planète...).
- Plus de 50 pays sont fortement exposés au péril climatique. Sur les 28 pays extrêmement vulnérables au changement climatique, 22 sont situés en Afrique.

1.6. ACCENTUATION DES MENACES LIÉES AU CHANGEMENT CLIMATIQUE (2)

Des ressources en eau soumises à de fortes pressions

- La majorité des études prospectives sur l'équilibre alimentaire mondial s'accordent sur le fait que l'eau posera la limite la plus restrictive aux approvisionnements alimentaires futurs.
- Dans un scénario de croissance économique moyenne et en l'absence de gains d'efficacité en matière d'usage de cette ressource, les besoins mondiaux en matière d'eau passeraient de 4.500 milliards de m3 actuellement à 6.900 milliards de m3 en 2030.
- En tenant compte des ressources actuelles en eau, estimées à 4.200 milliards de m3, un déficit de 40% devrait être comblé à l'horizon 2030.

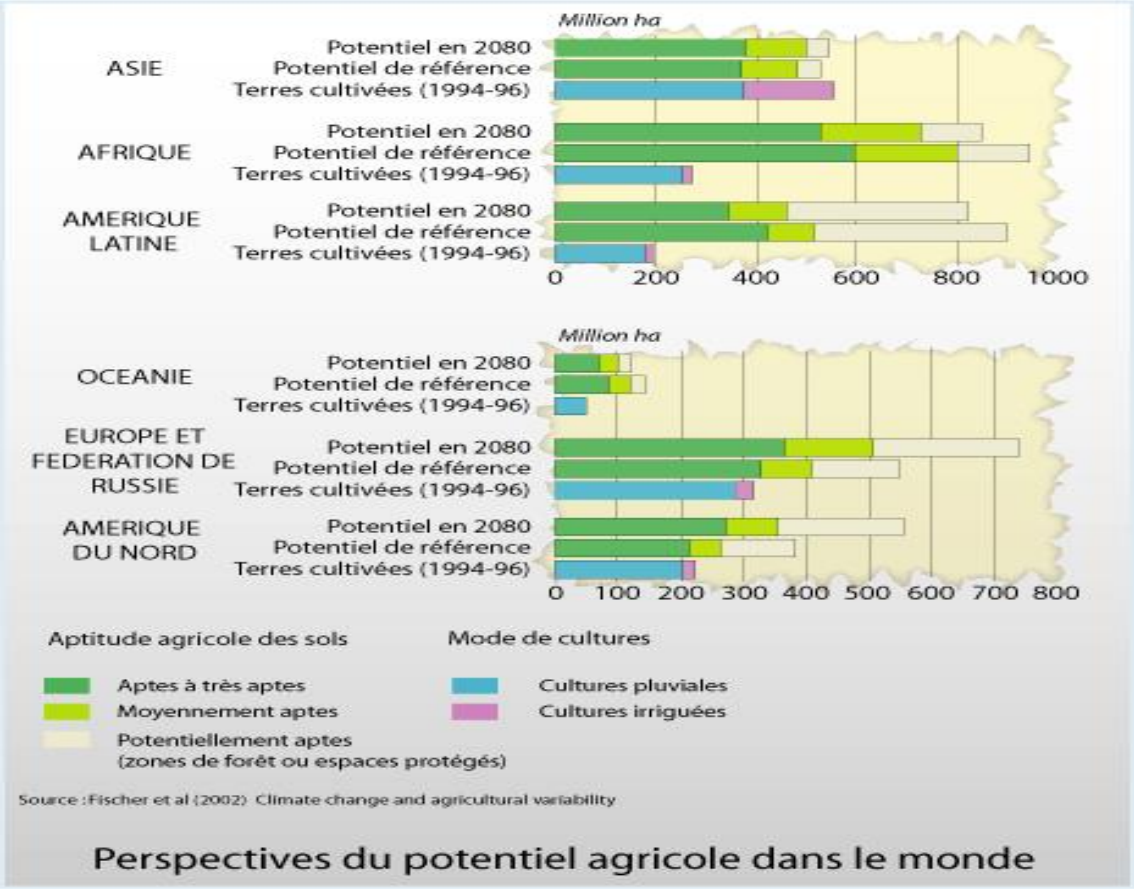
Stress hydrique à l'horizon 2030



1.6. ACCENTUATION DES MENACES LIÉES AU CHANGEMENT CLIMATIQUE (3)

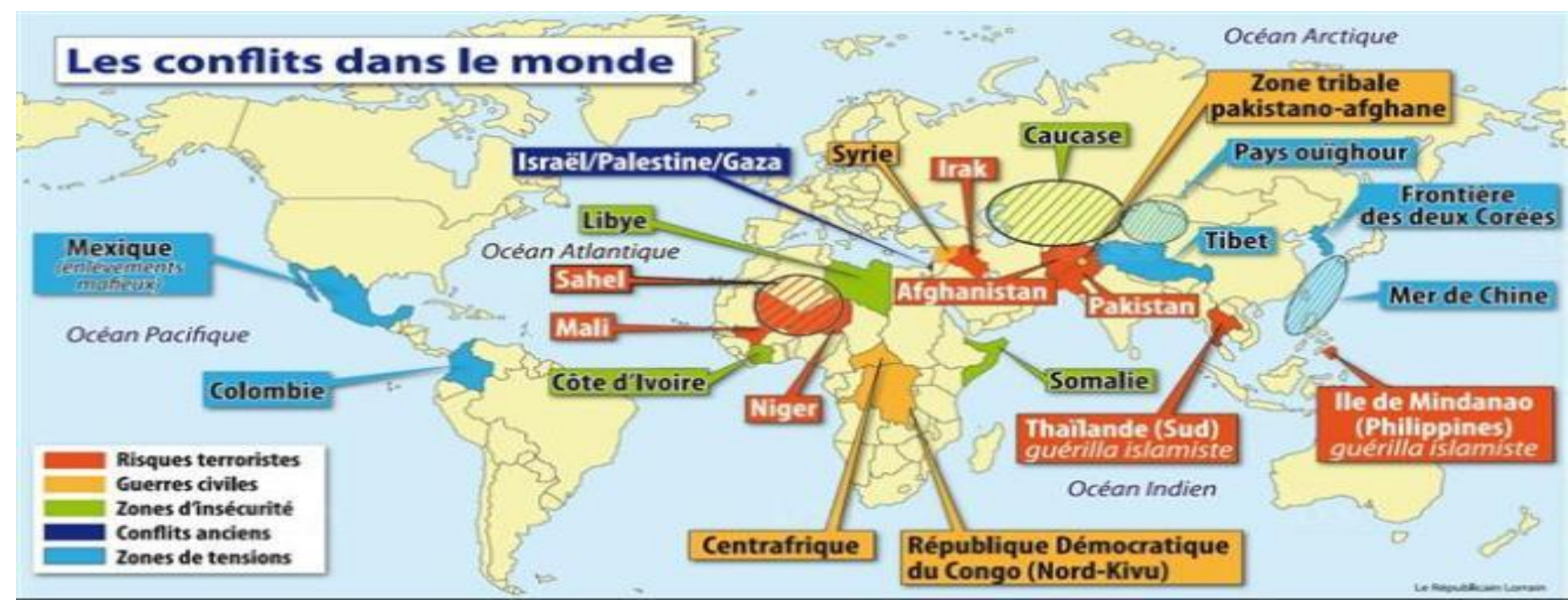
Une sécurité alimentaire mondiale menacée

- Enorme défi à relever en termes de production agricole pour satisfaire les besoins d'une population mondiale en croissance rapide.
- Selon la FAO, pour nourrir la population mondiale, qui doit passer de 6,9 milliards en 2009 à 9,1 milliards en 2050, il faudrait accroître la production agricole de 70%.
- Dans les seuls pays en développement, 44 milliards de dollars par an devraient être investis dans l'agriculture, contre 7,9 milliards de dollars aujourd'hui (amélioration de l'accès aux intrants modernes, développement des systèmes d'irrigation, mécanisation, stockage, routes et infrastructures rurales, formation des agriculteurs...).



1.7. EXACERBATIONS DES TENSIONS SÉCURITAIRES (1)

Une sécurité mondiale soumise à des tensions récurrentes



- Emergence de conflits latents après la chute du mur de Berlin.
- Menace terroriste persistante et développement de la criminalité internationale.
- Exacerbation des tensions ethniques et religieuses, engendrant des mouvements sociaux violents, comme c'est le cas en République centrafricaine. Ces tensions portent en leurs germes le risque de propagation de l'instabilité vers d'autres pays limitrophes.

1.7. EXACERBATIONS DES TENSIONS SÉCURITAIRES (2)

Une course à l'armement propulsée par la multiplication des zones de tensions

Table 2. The 10 largest importers of major weapons and their main suppliers, 2009–13

Importer	Share of international arms imports (%)		Main suppliers (share of importer's total imports), 2009–13		
	2009–13	2004–2008	1st	2nd	3rd
India	14	7	Russia (75%)	USA (7%)	Israel (6%)
China	5	11	Russia (64%)	France (15%)	Ukraine (11%)
Pakistan	5	2	China (54%)	USA (27%)	Sweden (6%)
UAE	4	6	USA (60%)	Russia (12%)	France (8%)
Saudi Arabia	4	2	UK (44%)	USA (29%)	France (6%)
USA	4	3	UK (19%)	Germany (18%)	Canada (14%)
Australia	4	2	USA (76%)	Spain (10%)	France (7%)
South Korea	4	6	USA (80%)	Germany (13%)	France (3%)
Singapore	3	2	USA (57%)	France (16%)	Germany (11%)
Algeria	3	2	Russia (91%)	France (3%)	UK (2%)

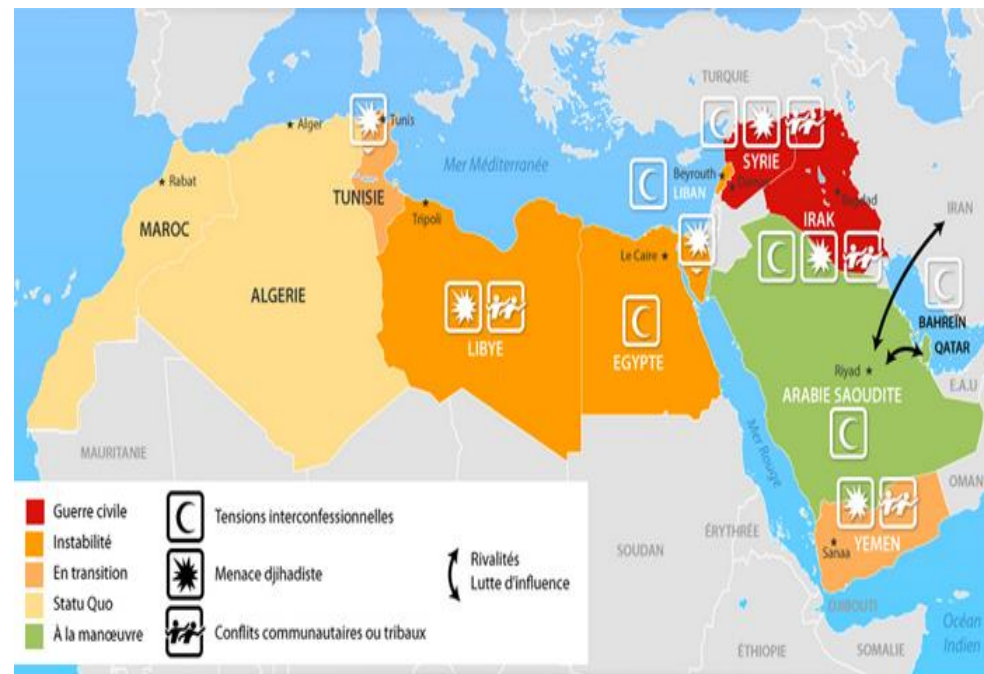
Source: SIPRI, 2013

- Une militarisation grandissante partout dans le monde, notamment en Asie-Océanie qui totalise près de 50% des importations d'armes durant la période 2009-2013.
- En Afrique, les importations d'armes ont augmenté de 53% entre les périodes 2004-2008 et 2009-2013. La région représente 9% des importations d'armes dans le monde. Les trois principaux importateurs d'armes sont l'Algérie (36% des importations en Afrique et 10ème importateur d'armes à l'échelle mondiale), le Maroc (22%) et le Soudan (9%).

1.7. Exacerbations des tensions sécuritaires (3)

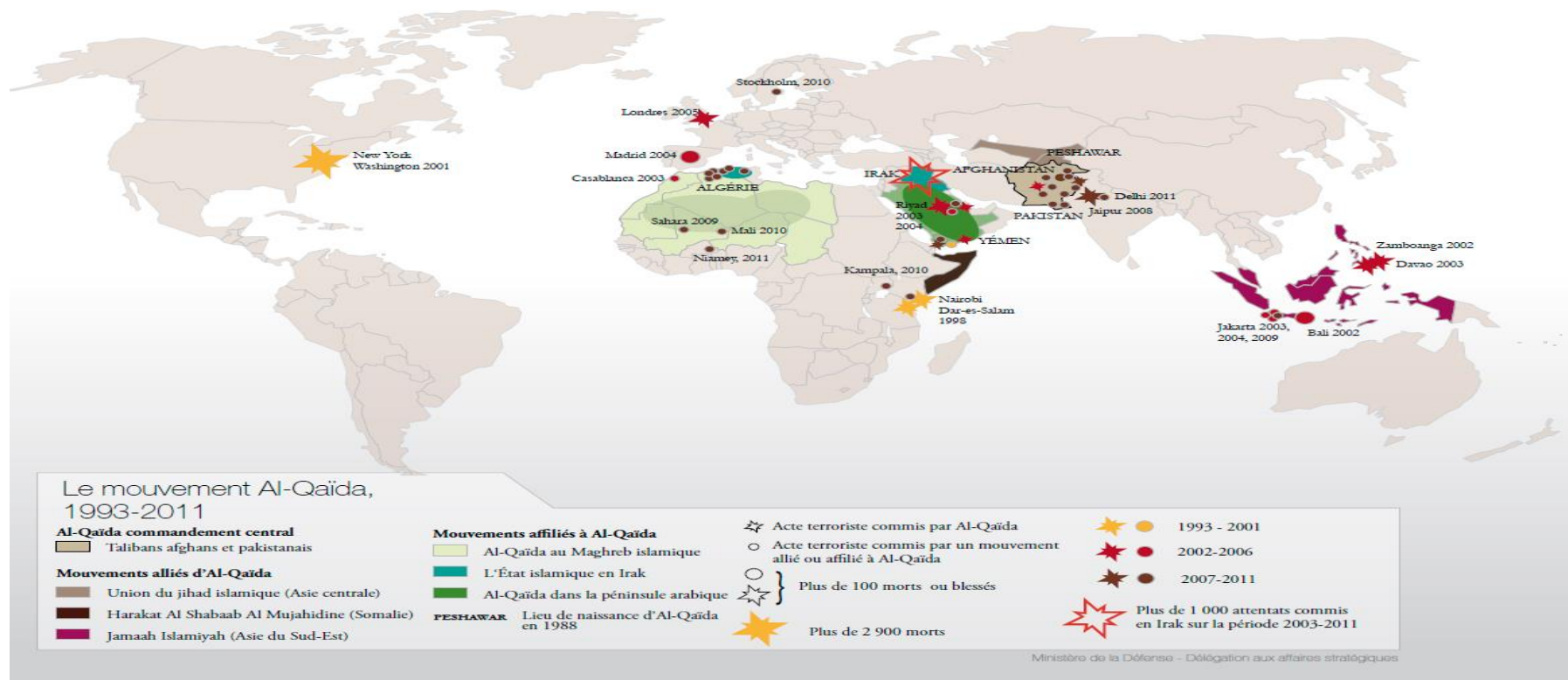
Une situation préoccupante dans le voisinage arabe

- Des transformations sociopolitiques inédites dans certains pays de la région MENA, qui reflètent une situation d'accumulation des déficits en termes de démocratie, des droits de l'homme, de gouvernance et traduisent les aspirations des populations pour la dignité, la démocratie et les libertés.
- Ces transformations ont généré en 2011, un coût économique évalué par le Cabinet International Geopolicity, sur la base des estimations de croissance du FMI, à près de 56 milliards de dollars : 21 milliards en pertes de production et 35 milliards en pertes pour les finances publiques.
- Plus de trois ans après son déclenchement, le « printemps arabe » a transformé le paysage politique régional. Il s'est accompagné de troubles d'une grave intensité qui ont révélé notamment:
 - les obstacles à une transition politique maîtrisée dans la région malgré un processus électoral transparent.
 - l'intensification des conflits communautaires et confessionnels qui ont cristallisé les clivages au sein des sociétés arabes (conflit sunna-chiaa).
 - une recrudescence de la menace djihadiste qui a favorisé l'émergence de nouveaux foyers terroristes.



1.7. Exacerbations des tensions sécuritaires (4)

Un vide sécuritaire au Sahel qui favorise le développement des activités terroristes et la criminalité



- Le vide sécuritaire dans la région du Sahel, qui constitue déjà un terreau propice au développement de filières criminelles transnationales et à l'implantation de groupes extrémistes armés, notamment AQMI, porte la menace sécuritaire à un niveau critique, au point que le risque de reproduction éventuelle du modèle Afghan s'est fortement accentué.

1.7. Exacerbations des tensions sécuritaires (5)

Un opération militaire au Mali, jugée nécessaire mais non suffisante



- L'intervention militaire au Mali a réussi à repousser les groupes terroristes qui ont adopté trois types de comportements : fuite vers le sud-Algérien, la Tunisie et la Libye, abandon des armes, dispersion parmi la population malienne et les réfugiés.
- Les développements qui ont eu lieu après l'opération militaire laissent apparaître trois réalités : (1) une stabilisation du Nord du Mali reste encore précaire, (2) un processus de négociation politique entravé, en raison de la diversité des acteurs et de l'ingérence algérienne qui, à travers la création du Conseil Populaire de l'Azawad, vise à contrecarrer la médiation marocaine avec le MNLA, et (3) la stratégie d'attente des groupes terroristes qui tablent sur le retrait des forces occidentales avant de refaire surface.

1.7. Exacerbations des tensions sécuritaires (6)

Une crise humanitaire aigue en République Centrafricaine



- Une situation extrêmement préoccupante en République Centrafricaine, qui a ravivé les tensions ethniques et religieuses et engendré des mouvements sociaux violents, conduisant à la guerre civile.
- Perpétuant son engagement ferme en faveur de la stabilité internationale et régionale, le Maroc a mis à la disposition des Nations Unies un contingent militaire pour participer à la mission onusienne déployée en République Centrafricaine.

2. DES TENDANCES DU CONTEXTE INTERNATIONAL ET REGIONAL QUI INTERPELLENT LA POLITIQUE ETRANGERE DU MAROC DANS TOUTES SES DIMENSIONS

- Les mutations structurelles du contexte international et régional rendent nécessaire pour le Maroc de réajuster en permanence les priorités de sa politique étrangère pour saisir les opportunités qui se présentent et faire face aux menaces qui seraient de nature à compromettre les intérêts stratégiques du pays dans les différents domaines.
- Cette réadaptation devrait capitaliser sur les acquis enregistrés par le Maroc en termes de développement des attributs de sa puissance attractive au sein d'un système mondialisé de plus en plus complexe. Parmi ces acquis, il y a lieu de citer notamment :
 - L'adhésion du Maroc au corpus mondial, relatif aux droits de l'Homme et la contribution constante à la promotion des valeurs universelles de démocratie et des droits de l'Homme ainsi qu'au dialogue interculturel et inter-culturel.
 - La conclusion de partenariats stratégiques avec des acteurs clés de l'économie mondiale et des accords de libre échange avec de nombreux pays émergents et en développement ainsi que l'adoption d'une approche visant le renforcement du positionnement régional du pays en Afrique.
 - Le développement d'une coopération sécuritaire renforcée avec l'OTAN, mais, également, avec l'Union européenne dans le cadre de la Politique Européenne de Sécurité et de Défense, ainsi que la participation aux opérations de maintien de la paix de l'ONU au Congo, en Bosnie-Herzégovine, en Somalie, en Côte d'Ivoire et à Haïti et récemment au Mali et en République centrafricaine.
- Le Maroc gagnerait à renforcer les actions de sa diplomatie au niveau de quatre dimensions structurantes :
 - La dimension géopolitique et géoéconomique
 - La dimension sociétale
 - La dimension environnementale
 - La dimension sécuritaire

ANALYSE SWOT

OPPORTUNITES :

- Diversification des moteurs de la croissance mondiale
- Contexte favorable pour le développement des technologies propres
- Regain d'intérêt pour les délocalisations industrielles et des services

MENACES :

- Incertitudes concernant la reprise économique en Europe
- Renchérissement durable des prix des matières premières
 - Intensification de la concurrence internationale
- Effets de contagion émanant de l'instabilité dans le voisinage nord-africain et sahélo-saharien

CONTEXTE EXTÉRIEUR DU MAROC

FORCES :

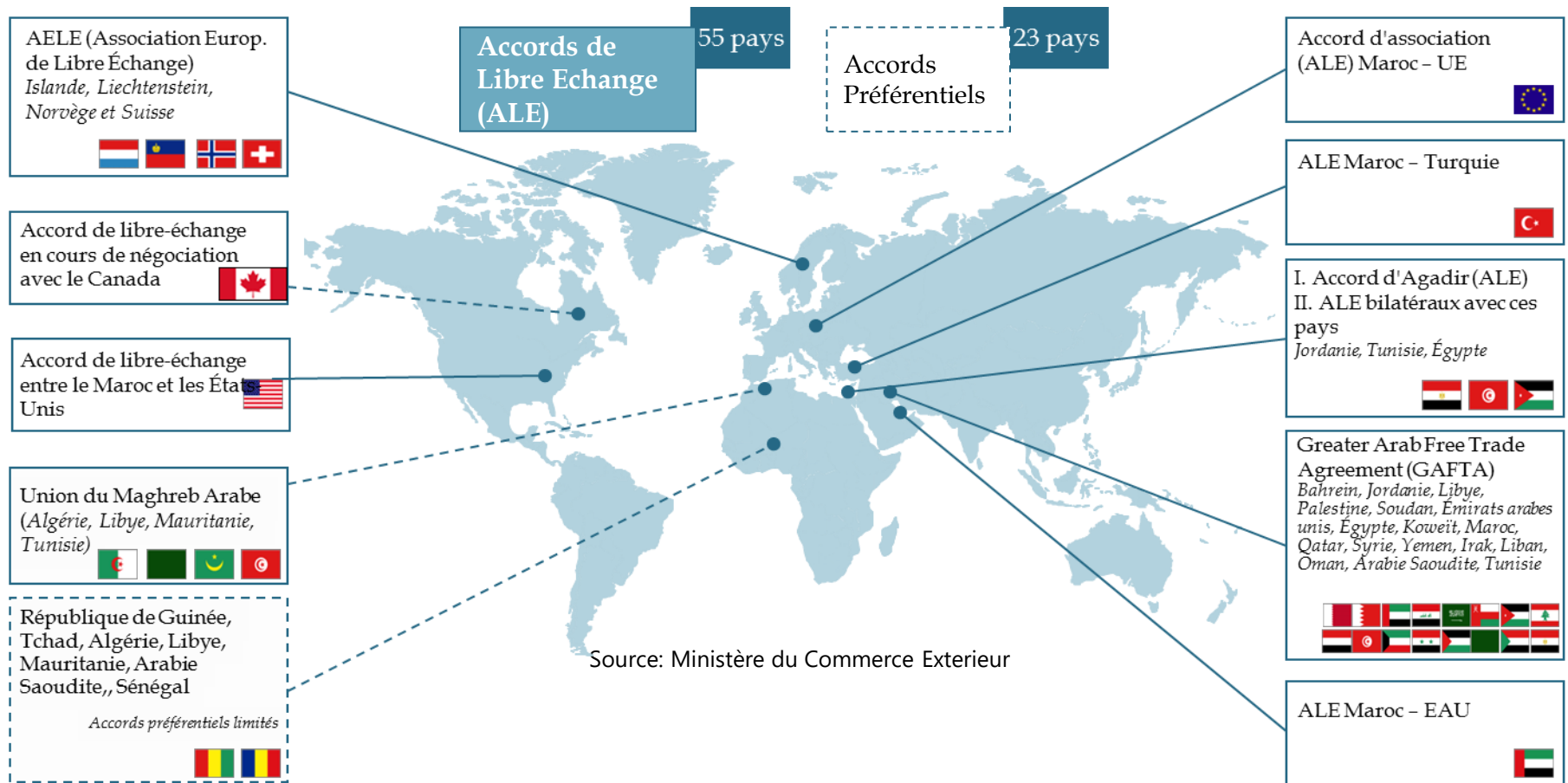
- Elan réformateur du Maroc, lui conférant une longueur d'avance par rapport aux pays voisins
 - Position géostratégique singulière
- Chantiers de développement structurants qui favorisent la croissance économique et les créations d'emplois

FAIBLESSES :

- Lenteur du processus d'accumulation du capital humain
 - Faiblesses des capacités d'innovation
- Système productif dominé par des PME peu compétitives
 - Insuffisances du profil de spécialisation économique

UN SCHEMA DE PARTENARIATS CONCLUS JUSQU'À PRESENT PAR LE MAROC LUI

OFFRANT D'IMPORTANTES OPPORTUNITES



- Le Maroc a accès à un marché qui compte 1 milliard de consommateurs, ayant un pouvoir d'achat des plus élevés du Monde. La maximisation des retombées de ces accords est tributaire, toutefois, du renforcement des capacités de l'offre exportable marocaine et de l'efficacité du système national de promotion économique.

2.1. DIMENSION GEOPOLITIQUE ET GEOECONOMIQUE (1)

S'ARMER D'UNE STRATEGIE DE COMPETITIVITE GLOBALE POUR AMELIORER LE POSITIONNEMENT DU MAROC DANS LE SYSTEME MONDIALISE

- Tenant compte des nouvelles données concurrentielles mondiales, le Maroc devrait impérativement se doter d'une stratégie de compétitivité globale, relayée par une diplomatie économique audacieuse.
 - Sur le plan interne, cette stratégie devrait être axée sur la refonte du modèle de développement pour renforcer sa soutenabilité économique et sa viabilité environnementale. Elle devrait aussi favoriser le développement du capital humain et l'innovation technologique, pour asseoir les avantages compétitifs du pays sur des bases solides.
 - Sur le plan externe, cette stratégie nécessite pour le Maroc de se doter d'une diplomatie économique audacieuse, capable de mobiliser les énergies pour développer les partenariats, attirer les investissements, promouvoir l'attractivité du pays, conquérir de nouvelles positions commerciales et intensifier les échanges extérieurs.

RENFORCER L'ANCRAGE REGIONAL DU MAROC

- Dans un monde qui n'offre pas de perspectives aux pays faiblement intégrés, l'effort diplomatique marocain devrait être orienté en faveur du renforcement de l'ancrage du Maroc au niveau euro-méditerranéen, maghrébin et arabe. Pour cela, le Maroc devrait :
 - accélérer la mise en œuvre du statut avancé le liant à l'Union européenne, notamment pour ce qui est du chantier de la convergence réglementaire et ce, en vue de renforcer l'intégration du Maroc dans le marché intérieur européen.
 - appuyer activement le processus d'intégration régionale en Méditerranée, en axant la coopération sur des domaines qui peuvent accélérer le développement équilibré du voisinage euro-méditerranéen (complémentarités sectorielles, politique migratoire constructive, infrastructure, mécanismes de financement novateurs...).
 - poursuivre les efforts du Maroc en matière de concrétisation du potentiel de l'intégration maghrébine, pour favoriser l'éclosion d'un nouvel ordre maghrébin affranchi des ambivalences de l'agenda politique.
 - concrétiser le partenariat stratégique avec les pays du Golfe et en faire un pilier central du repositionnement du Maroc dans l'espace arabe...

2.1. DIMENSION GEOPOLITIQUE ET GEOECONOMIQUE (3)

PROMOUVOIR UN PARTENARIAT GAGNAT-GAGNANT AVEC L'AFRIQUE ET FAIRE DE CE CONTINENT LE SOCLE DU LEADERSHIP REGIONAL DU MAROC

- L'Afrique représente, aujourd'hui, un enjeu stratégique mondial. Le Maroc, qui accorde une place de choix à l'Afrique dans sa politique étrangère, comme en témoignent les nombreuses Visites Royales en Afrique, et jouit d'un positionnement économique privilégié dans la région, gagnerait à faire de l'Afrique le socle de son leadership régional.
- Dans le but de concrétiser le potentiel de coopération avec l'ensemble des pays d'Afrique, il serait opportun pour le Maroc d'agir, notamment, sur quatre volets importants :
 - Concrétiser rapidement les actions de coopération structurantes issues des différentes Visites Royales, en favorisant la mobilisation collective de tous les acteurs concernés et en veillant au renforcement de leurs synergies et la coordination de leurs actions.
 - Assurer le positionnement du Maroc comme pôle régional africain dans le domaine de la formation universitaire, du transport, de la finance...
 - Valoriser le positionnement du Maroc en tant que trait d'union entre l'Afrique et l'Europe, en jouant un rôle plus actif dans les processus de dialogue et de coopération Afrique-Europe dans les domaines liés à la migration, au développement humain et à la sécurité.
 - Faciliter l'implantation des entreprises marocaines, dont notamment les PME, et en faire un levier d'internationalisation du tissu productif national au niveau des autres continents.

2.1. DIMENSION GEOPOLITIQUE ET GEOECONOMIQUE (4)

RENFORCER LA DIMENSION ATLANTIQUE DE LA POLITIQUE ETRANGERE MAROCAINE

- Le renforcement des relations de coopération avec les pays d'Amérique du Nord et du Sud devrait figurer au rang des priorités de la politique étrangère du Maroc, pour des considérations économiques évidentes, mais aussi pour des considérations politiques déterminantes (question nationale du Sahara). L'action de la diplomatie marocaine devrait cibler , entre autres, les objectifs suivants :
 - Concrétiser les opportunités que recèle l'accord de libre échange avec les Etats-Unis, et approfondir le dialogue stratégique lancé entre les deux parties et réaffirmé lors de la dernière Visite Royale.
 - Renforcer la coopération avec le Canada et veiller à ce que l'accord de libre échange en cours de négociation avec ce pays soit mutuellement bénéfique.
 - Développer les relations économiques avec les pays d'Amérique du Sud et faire de l'expérience positive de la coopération avec le Brésil, notamment, une clé d'entrée dans les marchés de ce sous-continent, tout en menant une action diplomatique vigoureuse pour infléchir les positions adverses à l'intégrité territoriale du Royaume.
 - Redynamiser l'action du Maroc dans le cadre de l'Initiative des Etats africains riverains de l'Atlantique
- Au-delà du renforcement des relations économiques, le Maroc devrait promouvoir les relations entre acteurs non gouvernementaux, pour favoriser la compréhension mutuelle et intensifier les échanges humains et culturels. Ce rapprochement serait opportun pour permettre aux acteurs marocains de transmettre une image réelle d'un Maroc engagé fermement sur la voie du progrès économique et de la gouvernance démocratique.

2.1. DIMENSION GEOPOLITIQUE ET GEOECONOMIQUE (5)

RENFORCER LA COOPERATION AVEC LES NOUVELLES PUISSANCES EMERGENTES, NOTAMMENT D'ASIE

- Le Maroc devrait saisir les opportunités issues d'un développement de ses liens de coopération avec les nouvelles puissances émergentes dans tous les continents et notamment en Asie (diversification des débouchés extérieurs, dynamique de l'investissement de ces pays, coopération technique...). Il devrait aussi faire face aux menaces liées à la montée en puissance de ces nouveaux acteurs (concurrence sur le marché local et sur les marchés tiers, effets d'éviction en termes d'attractivité des IDE...).
- Pour assurer le développement de liens de partenariat équilibrés et profitables, il serait opportun pour le Maroc de :
 - renforcer le cadre juridique et institutionnel des relations du Maroc avec chacun de ces pays pour préparer les conditions nécessaires à un partenariat stratégique.
 - établir une stratégie de partenariat globale, comportant des programmes spécifiques de coopération avec chacun des acteurs émergents.
 - favoriser l'internationalisation des entreprises marocaines et encourager leurs alliances avec les entreprises des pays émergents, notamment sur le continent africain.
 - dynamiser l'outil de promotion économique du Maroc auprès des pays émergents. Il s'agirait d'impliquer l'ensemble des acteurs concernés, de consacrer les moyens humains et financiers nécessaires, d'encourager l'implantation des chambres de commerce marocaines dans les pays émergents et d'inciter les banques marocaines à créer des succursales dans ces pays.

LA QUESTION DES VALEURS

- Sur le plan interne : Le Maroc devrait accélérer la mise en œuvre des réformes introduites par la Constitution de 2011, qui consacre l'irréversibilité des choix démocratiques et constitutionnalise la bonne gouvernance des institutions. La réussite de ce chantier d'envergure est nécessaire pour créer les conditions d'un vivre ensemble harmonieux et apaisé.
- Sur le plan externe : la diplomatie Marocaine gagnerait à faire de l'ancrage aux valeurs universelles des droits de l'homme et de l'image du Maroc en tant que terre de dialogue et de cohabitation des cultures et des religions des leviers de renforcement des attributs de la puissance attractive du pays « Soft Power ». Pour cela, il conviendrait de mener une diplomatie d'influence à travers :
 - une présence culturelle active à l'échelle internationale pour favoriser le rayonnement du pays.
 - une mise en valeur de l'Islam marocain, réputée pour sa tolérance et son ouverture sur les autres confessions. A ce titre, l'expérience marocaine pourrait être utile pour les pays inscrits dans des processus transitionnels et souffrant de problèmes d'extrémisme et de radicalisation, à l'instar de ce qui a été mené avec le Mali (formation de 500 Imams au rite Malékite).
- Pour favoriser le dialogue civilisationnel, le Maroc devrait faire de la réécriture de son histoire commune avec l'Espagne, le prélude à une révision plus profonde des rapports entre l'Occident et l'Islam.

LA QUESTION DE LA MOBILITE DES PERSONNES

- Face aux enjeux et défis endogènes et exogènes d'ordre économique et sociodémographique, le Maroc devrait œuvrer en faveur du développement d'une vision stratégique globale et intégrée en matière de migration.
- Sur le plan interne, cette vision rendrait nécessaire de renforcer le capital humain du Maroc, d'améliorer l'environnement de la recherche scientifique pour atténuer le phénomène de la fuite des cerveaux, de mettre en place des mécanismes d'incitation pour accroître la contribution des Marocains du Monde aux grands chantiers de développement social du pays, tout en orientant les transferts des Marocains du Maroc vers l'investissement productif.
- Sur le plan externe, cette vision nécessiterait pour son déploiement une forte implication de la diplomatie marocaine. A cet effet, il serait important d'œuvrer en faveur de :
 - l'adaptation de la carte consulaire à la localisation de la communauté marocaine de l'étranger en vue de renforcer et de rehausser la qualité des services consulaires rendus, tout en développant des capacités d'accueil et d'information, adaptées aux différentes populations ciblées.
 - l'approfondissement de la coopération avec les pays d'accueil des Marocains du Monde, notamment dans le domaine culturel et culturel.
 - la mobilisation du potentiel des ONG des Marocains du Monde en faveur de la défense des intérêts du pays et de son rayonnement international.
 - le développement d'une politique d'immigration concertée avec l'Europe et l'Afrique, qui tient compte des intérêts du Maroc.

2.3. DIMENSION ENVIRONNEMENTALE (1)

CAS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

- Sur le plan interne : Pour faire face aux menaces avérées du changement climatique sur son développement, le Maroc devrait impérativement mettre en place une stratégie globale d'adaptation et d'atténuation des conséquences de ce phénomène. Cette stratégie, axée sur une approche de développement basée sur la trilogie « Savoir-Réagir-Prévenir », aurait comme objectif l'installation d'une vigilance climatique, réduisant la vulnérabilité, renforçant la résilience, réussissant une adaptation aussi bien réactive que planifiée et souscrivant dans tout effort d'atténuation.
- Sur le plan externe : Le changement climatique est une problématique globale dont la réponse nécessite une étroite collaboration à l'échelle régionale et internationale. A cet effet, le Maroc devrait déployer une diplomatie climatique qui lui permettrait de mobiliser avec efficacité les opportunités de coopération offertes dans ce domaine :
 - bénéficier de mécanismes de coopération internationale, en termes de transfert de technologies et de renforcement des capacités institutionnelles.
 - renforcer la visibilité du Maroc sur la scène internationale à travers des initiatives régionales sur les questions liées au développement durable dans le cadre d'une coopération Sud-Sud et des coopérations multilatérale et bilatérale, tout en donnant la priorité à l'Afrique et au bassin méditerranéen.
 - tirer profit des possibilités de financement offertes dans le cadre des projets d'adaptation au changement climatique et de réduction de ses impacts.
 - intégrer les spécificités du Maroc (système oasien) en tant qu'élément clé des négociations internationales en matière de changement climatique.

2.4. DIMENSION ENVIRONNEMENTALE (2)

CAS DE LA SECURITE ALIMENTAIRE

- Sur le plan interne : Le Maroc devrait œuvrer activement en faveur du renforcement de sa sécurité alimentaire à travers la sauvegarde de sa base productive, en préservant les ressources hydriques du pays et ses terres agricoles, en investissant massivement dans l'accroissement de la productivité et en procédant à la restauration et à la gestion durable des parcours et des forêts. Dans ce cadre, le Plan Maroc vert devrait être réajusté à l'aune des nouvelles données liées au changement climatique.
- Sur le plan externe, le Maroc dispose d'importants atouts pour devenir un acteur majeur contribuant à la sécurité alimentaire mondiale à travers le renforcement du poids de l'Office Chérifien des Phosphates en termes de production de phosphates et dérivés.
 - Le Maroc pourrait contribuer, par le biais de l'OCP, à la sécurité alimentaire, notamment en Afrique, surtout que ce continent dispose d'un grand potentiel en terres arables et d'importantes marges en termes de gain de productivité agricole et n'utilise que de 5 à 10% de la quantité d'engrais employée dans d'autres régions en développement, comme l'Asie.
 - L'expérience positive de l'OCP pourrait être, également, mise à contribution en matière de renforcement du positionnement international du Maroc et à la défense de ses intérêts stratégiques prioritaires, notamment auprès des pays émergents et en développement (une diplomatie des phosphates par opposition à la diplomatie du pétrole et du gaz déployée par les adversaires de l'intégrité territoriale du Royaume).
- Cette politique nécessite des partenariats, non seulement avec les grands clients, mais aussi avec les pays producteurs des produits de base nécessaires à la fabrication des engrais.

2.4. DIMENSION SECURITAIRE (1)

- Sur le plan interne : Le Maroc devrait poursuivre sa politique multidimensionnelle de lutte contre la vulnérabilité, l'exclusion sociale et l'extrémisme. De plus, le dispositif sécuritaire et préventif du Maroc devrait être adapté en permanence pour faire face à l'évolution de la criminalité dans toutes ses formes (atteinte aux personnes, trafic de drogues, cybercriminalité...).
- Sur le plan externe : De par son positionnement géographique, ses choix de société et ses alliances stratégiques, le Maroc n'est pas exempté des risques sécuritaires. La contribution du Maroc aux initiatives régionales et internationales de lutte contre la menace terroriste et la criminalité transfrontalière nécessite d'agir sur trois volets interdépendants :
 - renforcer la coopération internationale en matière de lutte contre le terrorisme et la criminalité transnationale (échange d'informations, coopération judiciaire, enquêtes conjointes...);
 - participer au niveau régional aux différentes actions de lutte contre les menaces transnationales (terrorisme, crime organisé, trafic de drogues, traite d'êtres humains, cybercriminalité);
 - promouvoir une approche axée sur le développement humain par le biais de projets socio-économiques dans les pays vulnérables pour éradiquer la pauvreté et l'exclusion sociale et lutter, par ricochet, contre toutes les formes de radicalisation.
- L'opérationnalisation du Conseil Supérieur de Sécurité, prévu par l'article 54 de la Constitution de juillet 2011, serait opportune pour renforcer l'efficacité de la stratégie sécuritaire du Maroc et préserver ses intérêts stratégiques à l'intérieur comme à l'extérieur du pays.

3. L'IRES : UNE CONTRIBUTION AU DÉVELOPPEMENT DE LA RÉFLEXION STRATÉGIQUE ET A L'ECLAIRAGE DES CHOIX DE POLITIQUE ETRANGERE DU MAROC

3.1. PRINCIPALES ORIENTATIONS ROYALES CONCERNANT L'IRES

" ... Notre pays vit une transition globale qui nécessite le renforcement de ses capacités d'analyse, d'adaptation et d'anticipation. Aussi, avons-Nous décidé de créer un institut royal des études stratégiques pour remplir cette mission essentielle, afin d'être en interaction permanente avec les changements et de maîtriser et agir sur les mutations profondes qui s'opèrent aux niveaux interne et externe... "

*Sa Majesté Le Roi Mohammed VI,
Extrait du Discours du Trône du 30 juillet 2003*

« ... Aussi attendons-Nous de cette rencontre de l'IRES qu'elle marque le début d'un processus soutenu devant conduire à l'émergence d'une expertise nationale concernant les défis inhérents aux changements climatiques.. ... »

Extrait du Message Royal adressé aux participants de la Rencontre internationale sur « Le changement climatique : Enjeux et perspectives d'adaptation pour le Maroc », organisée par l'IRES le 16 octobre 2009 à Rabat

« ... Dans le même contexte, et afin que le ministère des affaires étrangères et de la coopération puisse disposer des analyses et des outils conceptuels nécessaires pour assimiler et mieux anticiper les transformations accélérées que connaît le monde, Nous l'invitons à tirer parti des expertises et des compétences dont dispose l'Institut Royal des Etudes Stratégiques, et ce, au mieux des intérêts nationaux. Nous exhortons cet Institut à coopérer avec le ministère et à consacrer ses efforts au domaine diplomatique et aux différentes questions liées aux relations extérieures du Maroc, dans leurs différents volets politique, économique, social, culturel et environnemental. ... »

*Extrait du Message Royal adressé à la 1^{ère} conférence des Ambassadeurs
de Sa Majesté Le Roi, 30 août 2013*

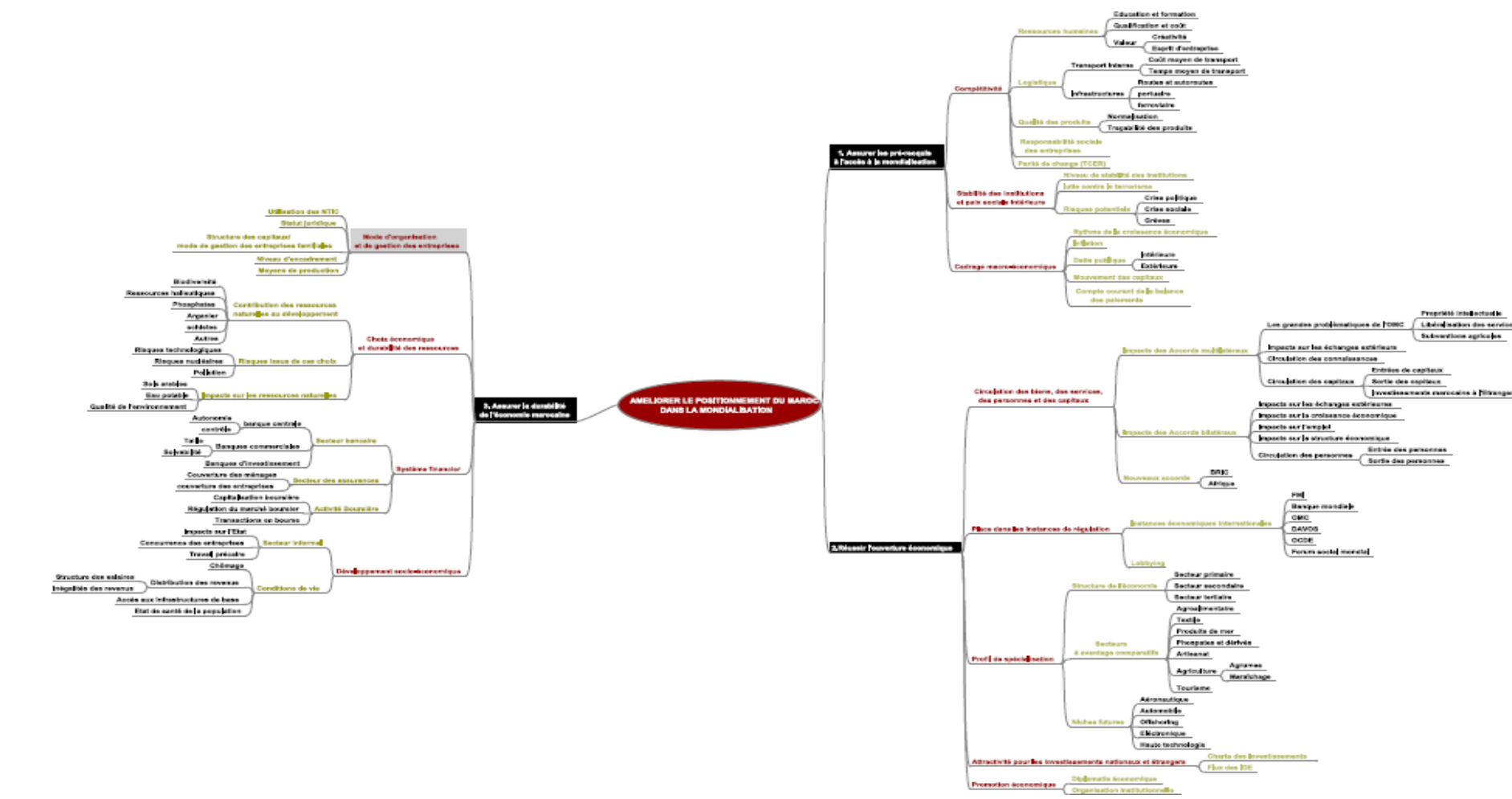
- Positionnement institutionnel favorisant la réflexion sur un horizon temporel lointain (horizon de Règne).
- Adoption d'une vision globale, dès le départ, et traitement de problématiques à caractère transversal, avec des études orientées politiques publiques (diagnostic davantage stratégique qu'académique).
- Lieu de débat serein permettant d'établir un pont entre les décideurs publics, le milieu académique, le monde des affaires et la société civile (*confrontation des idées, multidisciplinarité favorisant la lecture croisée des problématiques, mise à contribution d'experts étrangers de renom ...*).
- 32 manifestations par an, soit une fréquence de presque 3 manifestations par mois (mois d'août non compris).
- Capacité de mobilisation des experts et des chercheurs associés, dont plus de 150 chercheurs associés et 60 doctorants (au niveau de l'enquête lien social) ont contribué à la réalisation du programme scientifique de l'Institut sur la période 2009-2013.

3.3. UN SYSTÈME DE VEILLE STRATÉGIQUE DONT L'UTILISATION CONTRIBUE AU DECODAGE DE LA COMPLEXITE (1)

- La veille stratégique au sein de l'IRES repose sur Un système d'information prospective (SIP) ou banque de connaissances qui rassemble, ordonne et relie les informations quantitatives et qualitatives nécessaires à l'analyse prospective et à la réflexion stratégique.
 - Le SIP permet d'assurer un suivi et une analyse des grandes tendances mondiales et régionales et des incertitudes du contexte international (le monde vu à partir du Maroc)
 - Réalisation d'une cartographie des opportunités et des risques liés aux mutations du contexte national et international et d'identifier les clés de succès pour saisir les opportunités qui se profilent et faire face aux risques.
 - L'accumulation des connaissances permet l'élaboration de notes d'orientations stratégiques (adaptation des politiques publiques) et la production de notes d'alerte (anticipation).
- La veille stratégique de l'IRES porte sur 10 domaines de veille stratégique (DVS). Chacun de ses domaines comporte un volet contexte international conséquent. Certains domaines de veille traite des questions se rapportant exclusivement au champ d'action de la diplomatie marocaine.
- En matière de veille documentaire, l'IRES dispose d'un centre documentaire de référence sur le plan national en matière d'études du futur stratégiques (plus de 9000 ouvrages de référence, abonnement aux revues spécialisées dans le domaine des relations internationales),

3.3. UN SYSTÈME DE VEILLE STRATÉGIQUE DONT L'UTILISATION CONTRIBUE AU DECODAGE DE LA COMPLEXITE (2)

Complexité des DVS: méthode heuristique appliquée au DVS traitant de l'insertion du Maroc dans la mondialisation



- Une complexité des thématiques examinées par l'IRES qui nécessite le recours à des approches renouvelées et des méthodes sophistiquées pour capter les germes de changement du contexte international, régional et national et en cerner les enjeux et les défis pour le Maroc.

3.4. DES THEMES D'ÉTUDES INDEXÉE SUR LES AXES PRIORITAIRES DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DU MAROC

- Réalisation de plusieurs travaux se rapportant aux relations internationales du Maroc, avec des études thématiques couvrant la dimension puissance attractive du Maroc (Soft Power), les relations avec notre voisinage (Relations Maroc-Afrique, Statut Avancé Maroc-Union Européenne, Relations Maroc-Espagne, Relations Maroc-Algérie) et celles ayant trait à l'exploration du potentiel de diversification des alliances stratégiques avec les nouveaux acteurs émergents (BRICS et Turquie, pays du CCG).
- Finalisation en cours, dans le cadre de la seconde phase du programme d'études « Compétitivité globale et positionnement du Maroc dans le système mondialisé » de nouvelles études examinant la dimension atlantique de la politique étrangère du Maroc : « les relations du Maroc avec l's pays d'Amérique du Nord », « Positionnement du Maroc en Amérique du Sud », ainsi que la dimension Asie-Pacifique et ses impacts sur le Maroc.
- Lancement de nouvelles études ayant trait aux relations extérieures du Maroc et aux dimensions clés de la diplomatie marocaine, dans le cadre du programme de travail de l'Institut au titre de l'année 2014 ,

- Cycle-débat « Relations Internationales du Maroc », ouvert aux Ambassadeurs des pays étrangers en poste et aux anciens Ambassadeurs du Royaume, ce cycle constitue une opportunité pour réfléchir sur les leviers d'actions à même de renforcer la coopération bilatérale avec des partenaires clés relevant des pays développés et ceux émergents.
- Cycle-Débat « sécurité régionale et internationale », auquel sont conviés des experts nationaux et étrangers pour débattre des questions sécuritaires soulevés par la crise au Sahel, tout en mettant en relief l'approche marocaine en matière de gestion des risques et de promotion de la stabilité par le développement humain.
- Cycle-Débat « transformations sociopolitiques liées au Printemps arabe », pour cerner les clés de compréhension de la situation dans le voisinage et réfléchir sur les incidences directes et indirectes sur le positionnement du Maroc dans la région arabe et dans le monde.
- Cycle-Débat sur « les questions globales et nationales », destiné à approfondir la réflexion sur des thématiques structurelles à caractère globale (changement climatique, sécurité alimentaire, migration...) et sur des questions nationales importantes (l'opérationnalisation de la réforme constitutionnelle...).

3.6. AMBITION DE L'IRES DE CONTRIBUER A LA DIPLOMATIE INTELLECTUELLE

- Perpétuer la tradition de l'IRES d'être présent dans les forums régionaux et internationaux pour contribuer au débat sur les grandes problématiques qui interpellent le monde, en général, l'Afrique, la région euro-méditerranéenne et arabe, en particulier.
- Poursuivre l'échange avec des think tanks de renommée internationale en vue d'expliquer la singularité du modèle marocain à travers notamment les apports de la nouvelle constitution et en mettant en exergue les avancées réalisées par le Maroc dans les différents domaines.
- Contribuer, dans le cadre des réunions de travail tenues avec les délégations étrangères, à la mise en exergue du rôle joué par le Maroc en matière de promotion de la sécurité, la stabilité et le développement au niveau de notre voisinage africain et arabe.
- Renforcer l'échange d'expertise, notamment au profit des acteurs institutionnels relevant de pays d'Afrique, souhaitant s'enquérir de l'expérience de l'IRES dans le domaine de la veille stratégique et des études du futur.

- Le choix de l'ouverture et l'insertion dans le système mondialisé opéré par le Maroc et les défis soulevés par les multiples transitions que traverse le pays rendent nécessaire de développer la réflexion stratégique.
- Outil incontournable, la réflexion stratégique nécessite pour son développement d'agir sur quatre axes interdépendants :
 - Promouvoir une culture d'anticipation au sein des sphères décisionnelles pour mieux saisir les opportunités et atténuer les risques.
 - Former des ressources humaines de grande qualité (profils pluridisciplinaires disposant de grandes capacités pour cerner la complexité du contexte national et international et aptes à appréhender les enjeux qui en découlent en termes de choix de politique étrangère).
 - Encourager la création de think tanks, notamment ceux opérant dans le domaine des relations internationales, et favoriser leur mise en réseaux pour développer les synergies et renforcer les capacités d'analyse des acteurs concernés.
 - Favoriser l'ouverture sur l'international, en vue de s'inspirer des expériences étrangères pertinentes et d'assurer le renforcement des capacités des institutions de recherche et de réflexion stratégique.

MERCI POUR VOTRE ATTENTION

www.ires.ma